

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE
AFFAIRE
LE PROCUREUR c. LAURENT GBAGBO

ANNEXE 15
PUBLIQUE

Article intitulé « Reprise dialogue pouvoir-FPI : Il faut savoir arrêter un boycott » publié le
25 septembre 2013 dans le journal L'Observateur

Reprise dialogue pouvoir-FPI : Il faut savoir arrêter un boycott



Mercredi, 25 Septembre 2013 20:40



Poussive dès le lendemain de la chute de Laurent Gbagbo le 11 avril 2011 et même en panne depuis près de 6 mois, la palabre entre le pouvoir ivoirien et le Front populaire ivoirien (FPI), le principal parti d'opposition, a repris ce 24 septembre 2013. Un grand pas dans le difficile et périlleux voyage de la réconciliation, depuis la

présidentielle de 2010 pour ne pas dire depuis le début de l'interminable crise, commencée le 19 septembre 2002. Enfin de bonnes nouvelles du côté de la lagune Ebrié !

Il faut dire que pour en arriver à ces échanges, *"les yeux dans les yeux"*, le président Alassane Ouattara et les siens ont dû tendre plusieurs fois la main, pour ne pas dire qu'ils ont effectué plusieurs compromis tels qu'à moins d'être de mauvaise foi, ou de choisir de faire indéfiniment dans la surenchère politique, l'ex-parti au pouvoir ne pouvait encore refuser de s'asseoir autour d'une table de dialogue.

Excepté la libération du camarade leader Laurent Gbagbo de la prison de Sheveneghen, exigence que les frontistes savent irréaliste, car quand bien même Alassane Ouattara le voudrait, il ne le pourrait pas ; exception faite de cette requête insoluble donc, toutes les autres revendications sont discutables, voire réalisables ou même réalisées.

Ainsi en est-il de la liberté provisoire accordée à 14 responsables du FPI, courant août 2013, ou encore de la décision du Conseil des ministres du 20 septembre courant *"présentant une requête en irrecevabilité et de surseoir à l'exécution du mandat d'arrêt émis par la CPI le 29 février 2012 contre Simone Gbagbo"*.

En français facile, le pouvoir a décidé que Simone n'irait pas rejoindre son mari à la Haye pour être jugée.

Soit, l'ancien *"ministre de la rue"* Charles Blé Goudé, autre étoile éteinte de la galaxie Gbagbo, est toujours incarcéré. Certes, le dégel des avoirs de tous les leaders frontistes n'est pas encore une réalité. Cette diète financière à l'égard des ex-caciques du FPI a d'ailleurs beaucoup nui au retour de la concorde nationale. Par exemple, la famille d'un Paul Bouhoun Bouabré, ex-argentier sous Gbagbo, en veut énormément au Camp Ouattara, pour avoir privé *"le père du budget sécurisé"* de ses sous, nécessaires

pour qu'il se fit implanter un rein dans un hôpital israélien. L'homme décéda en janvier 2012 par suite d'insuffisance rénale.

Mais il faut le reconnaître, les actions d'apaisement du gouvernement sont notables.

Et si le pouvoir ivoirien se démène comme un beau diable pour la paix des cœurs, le FPI serait mal inspiré de faire de la résistance suicidaire, car le rapport de force n'est pas en sa faveur, et il a commis de nombreux impairs politiques.

D'abord, l'ère Gbagbo est révolue, et Affi N'Guessan et Cie doivent se rendre à l'évidence : il faut réorganiser le parti, sans son fondateur. Quitte à faire du *Gbagboïsme* sans Gbagbo.

Ensuite, invisible à l'Hémicycle et dans les conseils municipaux, le FPI, pour exister, doit mettre le cap sur la prochaine échéance : la présidentielle.

Il y a un temps pour tout, et il est grand temps de se parler et surtout pour le FPI d'œuvrer à remettre au goût du jour la quintessence même d'un parti politique : la conquête du pouvoir d'Etat.

Au-delà, ce fil du dialogue qui s'est renoué entre les frères ennemis augure, on l'espère, des lendemains de paix, et c'est l'ex-Ivory Coast qui en sortira grandie.

Zowenmanogo Dieudonné Zoungrana

Commentaires (1)

1. Jeudi, 26 Septembre 2013 07:42
(Kôrô Yamyélé)

"Par exemple, la famille d'un Paul Bouhoun Bouabré, ex-argentier sous Gbagbo, en veut énormément au Camp Ouattara, pour avoir privé "le père du budget sécurisé" de ses sous, nécessaires pour qu'il se fit implanter un rein dans un hôpital israélien".

- Mais ! Et la Famille de Robert GUEI ? Elle doit en vouloir à qui alors. Paul Bouhoun Bouabré était dans le Gbagbo lorsqu'on le fusillait GUEI et tout sa famille non ?

Par Kôrô Yamyélé

yvComment v.1.22.0